

---

La situation économique mondiale explique également le changement d'atmosphère, car les pays en voie de développement ont perçu qu'ils subiraient les contrecoups d'une poursuite de l'inflation et de la récession dans le monde industrialisé.

Nombre d'entre eux ont jugé que la dégradation généralisée du système commercial et financier était un prix trop élevé à payer pour la réforme globale de l'ordre économique mondial, même si la nécessité de cette réforme se faisait cruellement sentir. Les plus radicaux n'ont pas abandonné pour autant leurs revendications, mais les modérés ont vu le danger qu'il y avait à trop exiger d'un système fragile. Les pays en voie de développement ont également perçu plus clairement qu'à la sixième session leurs propres intérêts divergents à l'égard de certains éléments du "Nouvel ordre économique".

En effet, l'analyse des résultats de la Sixième session extraordinaire a révélé que les bienfaits du "Nouvel ordre économique" profiteraient surtout aux pays en voie de développement moyennement nantis et n'apporteraient pas grand-chose aux pays du quart monde. Quantité des pays les plus démunis en sont peut-être venus à la conclusion qu'une trop grande concentration sur les changements structurels pourrait avoir une incidence néfaste sur l'aide que leur consentent les pays donateurs traditionnels.

Mais si les pays en voie de développement ont manifesté une plus grande modération, les pays occidentaux en ont fait autant et se sont montrés plus disposés à accepter de nouvelles approches. Dix-huit mois d'analyse et de réflexion leur ont fait prendre conscience que les changements véritables survenus dans le système international requéraient plus d'accommodements qu'ils ne l'avaient envisagés auparavant. Cela a également été pour beaucoup dans la réussite de la Septième session extraordinaire.

Comment le gouvernement a-t-il réagi face à cette nouvelle situation?

Après la Sixième session extraordinaire, il est apparu évident à tous qu'un effort spécial était nécessaire pour renouer le dialogue et trouver un meilleur terrain d'entente.

Dans le discours du Trône d'octobre 1974, le gouvernement canadien a déclaré que la contribution du Canada aux mesures internationales d'aide aux pays moins développés exigerait un accroissement de l'aide au développement et un réexamen des autres politiques qui touchent nos relations économique avec les pays en voie de développement. Par la suite, les ministres ont convenu de constituer un Comité interministériel supérieur sur les relations économiques

---